

Malgré la poursuite de l'épidémie, la reprise économique se confirme au 4^e trimestre

Insee Conjoncture Corse • n° 38 • Avril 2022

Au 4^e trimestre 2021, l'emploi insulaire rebondit de + 2 % par rapport au trimestre précédent et dépasse son niveau d'avant crise. L'activité, mesurée via le nombre d'heures rémunérées par les entreprises, est plus dynamique qu'en 2019. Le nombre de demandeurs d'emploi diminue, mais parallèlement les déclarations d'embauches, bien orientées en début de trimestre, marquent le pas en fin d'année. De même, les créations d'entreprises fléchissent. L'augmentation des autorisations de construire se confirme sans permettre au secteur de la construction de retrouver son niveau de 2019, d'autant que les mises en chantier restent faibles. Le trafic de marchandises dépasse son niveau d'avant crise avec la reprise des échanges internationaux. Sous l'impulsion de l'aérien, le trafic de voyageurs progresse nettement par rapport à 2019 ; l'arrière-saison est tonique y compris dans le transport maritime.

Le 4^e trimestre est, à l'image des précédents, touché par une nouvelle dégradation de la situation sanitaire en France. La circulation des variants Delta puis Omicron s'intensifie dans l'île, mais les contraintes sanitaires reposent essentiellement sur la généralisation du passe sanitaire en lien avec l'élargissement de la couverture vaccinale.

Net rebond de l'emploi salarié insulaire au 4^e trimestre

L'emploi salarié régional augmente de + 2,0 % par rapport au 3^e trimestre 2021. Ce rebond est essentiellement lié à celui de l'emploi privé (+ 2,7 %), la progression du public restant plus modérée (+ 0,2 %). La région totalise ainsi 120 800 emplois en fin de trimestre. La dynamique insulaire s'inscrit dans une tendance nationale légèrement positive (+ 0,4 %) ► **figure 1**. En effet, l'allègement des mesures restrictives et le regain d'activité induit permettent une hausse de l'emploi et un dépassement du niveau d'avant-crise, au niveau régional comme national.

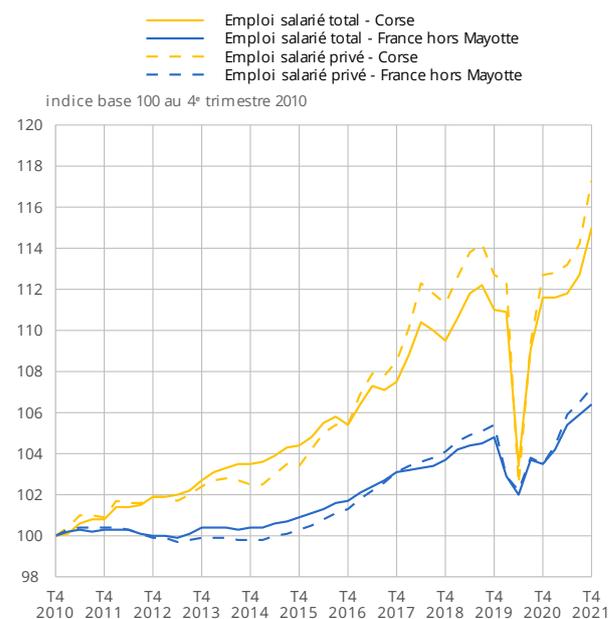
Par rapport au trimestre précédent, les effectifs salariés progressent d'une centaine de postes dans l'industrie (+ 1,2 %). L'emploi reste orienté à la hausse dans le secteur de la fabrication de denrées alimentaires, boissons et tabac (+ 1,4 %), stimulé par le bon niveau de fréquentation touristique d'arrière-saison. Les effectifs s'étoffent également dans les activités de production d'énergie, eau et gestion des déchets (+ 1,3 %). Dans la fabrication de matériels de transport, secteur fortement impacté par le contexte sanitaire, le repli de l'emploi s'atténue (- 1,3 % après - 17,8 % au précédent trimestre).

La construction reste relativement bien orientée au 4^e trimestre (+ 0,4 %, soit une cinquantaine de postes supplémentaires).

Dans le tertiaire marchand hors intérim, le rebond des effectifs est plus fort (+ 1 900 postes soit + 3,6 %). La reprise est particulièrement marquée dans les activités immobilières (+ 4,1 %). L'emploi progresse aussi dans le

commerce & réparations automobiles (+ 1,7 %) comme dans les activités financières et d'assurance (+ 1,3 %).

► 1. Évolution de l'emploi salarié insulaire



Notes : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Champ : emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

Dans l'hébergement-restauration, secteur le plus affecté depuis le début de la crise sanitaire, la forte hausse des effectifs (+ 16,0 %) traduit un rattrapage de l'emploi en lien avec le prolongement tardif de la saison touristique et une arrière-saison dynamique.

Dans le tertiaire non marchand, l'emploi progresse légèrement avec + 0,2 % par rapport au trimestre précédent. L'enseignement et l'hébergement médico-social restent bien orientés (respectivement + 0,5 % et + 0,7 %). Enfin, confirmant le rebond économique, l'intérim excède nettement le niveau de 2019 avec 575 salariés.

Ainsi, l'emploi dépasse désormais son niveau d'avant crise (+ 3,6 % par rapport au 4^e trimestre 2019). Un cinquième de cette évolution est porté par la croissance des effectifs de l'hébergement-restauration (+ 9,0 % par rapport à leur niveau d'avant crise).

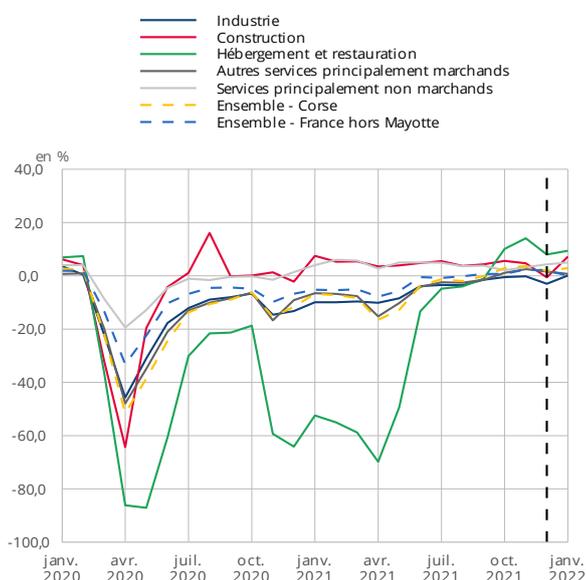
Des signaux au vert pour l'activité économique

Au niveau national, l'activité économique redémarre au 4^e trimestre et le PIB renoue avec son niveau d'avant crise. En région, le niveau d'activité peut être estimé à partir du nombre d'heures de travail rémunérées et déclarées par les employeurs du secteur privé, qui traduit à la fois l'évolution du nombre de contrats, des heures réalisées par les contrats existants et le recours au chômage partiel.

En Corse, au 4^e trimestre 2021, l'activité économique rebondit. Tous secteurs confondus, la progression s'établit à 2,8 % par rapport à la même période de 2019.

En octobre, le nombre d'heures rémunérées progresse de 2,9 % et ce rythme s'accélère en novembre pour atteindre 3,7 %. En décembre, l'activité insulaire progresse plus modérément mais dépasse de 1,8 % son niveau d'avant crise ► [figure 2](#).

► 2. Évolution sectorielle mensuelle des heures rémunérées par rapport au même mois de 2019 - Corse



Note : ensemble des heures rémunérées des salariés y compris les heures supplémentaires ainsi que les absences pour lesquelles le salarié est rémunéré.
Source : DSN - traitement provisoire, Insee.

Dans l'hébergement-restauration, au 4^e trimestre, le nombre d'heures travaillées atteint un niveau de 10,7 % supérieur à celui enregistré en 2019. Pénalisé jusqu'au plus haut de la saison estivale, ce secteur retrouve des couleurs dès le mois d'octobre (+ 10,1 %). Le bon niveau de fréquentation en arrière-saison induit une progression de l'activité encore très soutenue en novembre (+ 14,1 %). Dans la fabrication des denrées alimentaires-boissons&tabac le rebond est très net, les heures rémunérées progressent

de 2,7 % au 4^e trimestre. Le commerce dépasse aussi de 3,2 % son niveau 2019. L'embellie se prolonge dans la construction avec une progression de 3,5 % par rapport à 2019, des heures rémunérées. En revanche, l'activité reste dégradée dans la fabrication de matériel de transports où les heures rémunérées sont encore inférieures de 35,3 % à leur niveau 2019.

Ainsi, avec la reprise d'activité, le recours à l'activité partielle diminue au 4^e trimestre de 96 % par rapport au 4^e trimestre 2020. Quasiment inexistant en fin d'année, il concerne moins de 700 salariés sur l'île.

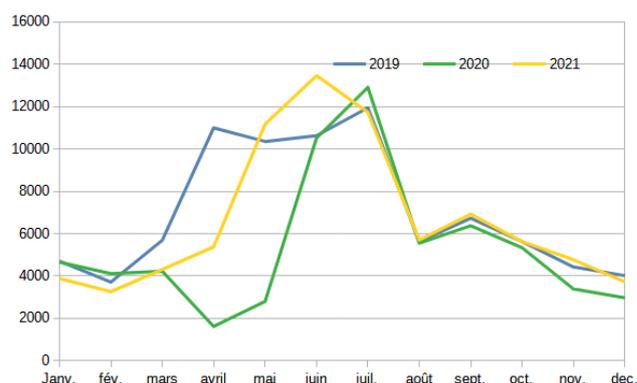
Un bon niveau de recrutements qui masque néanmoins des difficultés sectorielles

Hors contrats d'intérim, les Déclarations Préalables à l'Embauche (DPAE) progressent de 0,4 % ce trimestre par rapport au même trimestre de 2019 ► [figure 3](#). La dynamique d'embauche, amorcée en cours de saison estivale, se prolonge en arrière-saison jusqu'en novembre. Au cours de ce mois, les recrutements dépassent même de 8 % leur niveau de 2019. Mais les incertitudes liées à une nouvelle dégradation sanitaire courant décembre portent un coup d'arrêt aux perspectives d'embauche qui se contractent brutalement (- 7,2 %). Particulièrement toniques dans le secteur du commerce, elles dépassent de 12 % celles du 4^e trimestre 2019. De même, dans le secteur des transports&entrepôts, les intentions d'embauche sont stimulées en octobre et novembre (de 13 % à 33 % supérieures à leur niveau d'avant crise). Ce trimestre, elles dépassent ainsi de 16 % celles de 2019.

Toutefois, dans les deux secteurs clés de l'économie régionale, les DPAE se replient nettement.

Dans l'hébergement&restauration, cela peut traduire des difficultés de recrutement ou de moindres besoins, en lien avec une fin de saison plus tardive et donc des salariés encore présents dans les entreprises. En effet, après une activité soutenue en arrière-saison, les DPAE régressent de 19 % au 4^e trimestre par rapport à leur niveau d'avant crise. En octobre et novembre, elles se situent à un niveau inférieur de 16 % à celui de 2019, et reculent de 25 % le mois suivant par rapport à décembre 2019. De même, les recrutements du secteur de la construction se contractent nettement. Au 4^e trimestre, les DPAE sont inférieures de 13 % à leur niveau de 2019. Le repli atteint 26 % au cours du mois de décembre 2021.

► 3. Nombre de déclarations préalables à l'embauche en 2019, 2020, 2021



Source : Urssaf-Accoss, déclarations préalables à l'embauche 2019, 2020, 2021

Le nombre de demandeurs d'emploi diminue nettement

Au 4^e trimestre 2021, le nombre de demandeurs d'emploi décroît de 9,0 % en Corse par rapport au trimestre précédent. Ainsi, 19 470 personnes sont inscrites à pôle emploi et tenues de rechercher activement un emploi (catégorie A, B et C ; données corrigées des variations saisonnières). Le repli est bien plus rapide en région qu'en France (- 3,6 %). Le nombre de demandeurs inscrits en catégorie A, sans emploi et tenus d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi, recule de 12,5 %, poursuivant ainsi la tendance baissière amorcée au 3^e trimestre.

Le repli trimestriel des demandeurs d'emploi ABC concerne toutes les tranches d'âges et davantage les hommes que les femmes. Elle est plus marquée chez les moins de 25 ans (- 13,8 %) que chez les 50 ans ou plus (- 6,9 %). Le nombre de personnes inscrites depuis plus d'un an recule également, de 8,9 % ce trimestre.

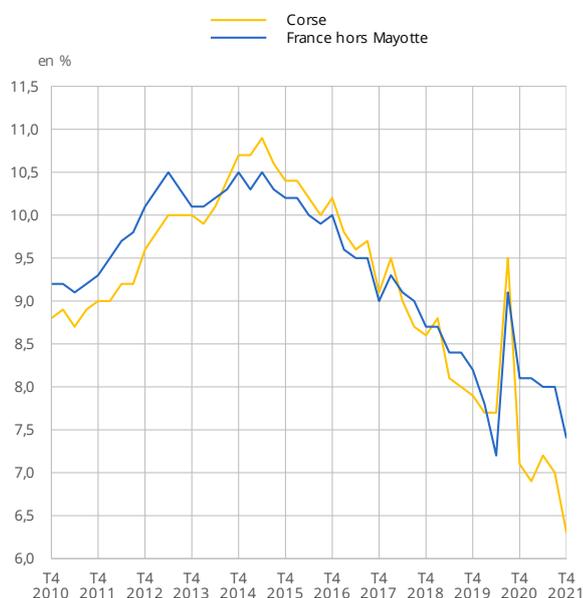
Par rapport à la situation d'avant crise (au 4^e trimestre 2019), le nombre de demandeurs d'emploi ABC régresse plus fortement sur l'île (- 7,8 %) qu'en France (- 1,5 %). Parallèlement, il chute de 19,7 % sur la même période en catégorie A, se situant à son niveau le plus faible depuis 2012, à l'instar du taux de chômage.

Le taux de chômage insulaire en baisse

Au 4^e trimestre 2021, en Corse, le taux de chômage au sens du BIT continue de diminuer et s'établit à 6,3 % de la population active. Ce niveau, le plus bas jamais atteint, est inférieur de 1,6 point à son niveau d'avant crise (4^e trimestre 2019).

Parallèlement, en France hors Mayotte, il régresse nettement par rapport au 3^e trimestre 2021. Avec 7,4 % de la population active, il reste inférieur de 0,8 point à son niveau d'avant crise ► [figure 4](#).

► 4. Évolution du taux de chômage



Notes : données trimestrielles CVS. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Source : Insee, *Enquête Emploi et Taux de chômage localisé*.

Avertissement sur le marché du travail : Dans cette publication, le concept d'emploi se réfère aux critères du Bureau international du travail (BIT). Sont comprises dans l'emploi à la fois les personnes ayant travaillé au moins une heure rémunérée pendant une période donnée, mais également les personnes en emploi n'ayant pas travaillé pour certaines raisons (en particulier celles en chômage partiel et en arrêt maladie).

L'introduction de la déclaration sociale nominative (DSN) peut entraîner des révisions accrues sur les données durant la phase de montée en charge du dispositif.

Les créations d'entreprises marquent le pas

En Corse, au 4^e trimestre 2021, 1 480 entreprises sont créées (données corrigées des variations saisonnières), en recul de 1,4 % par rapport au trimestre précédent. Ce net repli des créations régionales contraste avec la dynamique de deux précédents trimestres et l'embellie au niveau national (+ 2,2 %) ► [figure 5](#).

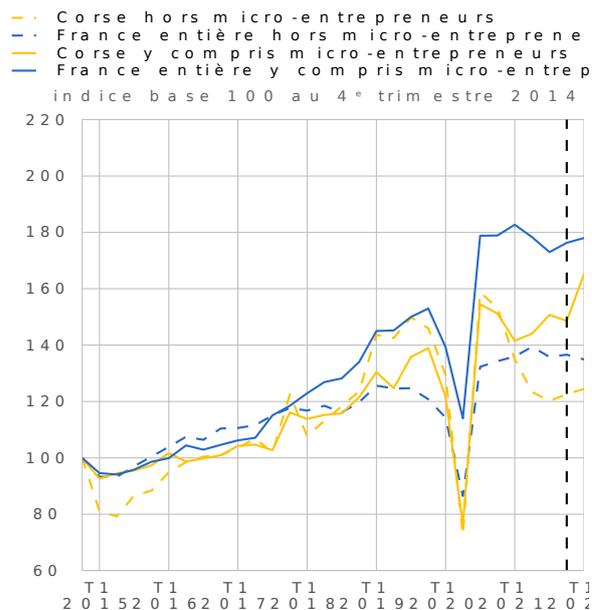
Néanmoins, ce retournement n'affecte pas l'ensemble des secteurs d'activité.

La construction (- 18,3 %) connaît la baisse la plus marquée, suivie de l'industrie où le recul atteint 9,2 %. En revanche, les créations restent bien orientées dans le commerce-transport-hébergement-restauration (+ 5,7 %) et progressent dans les services (+ 2,5 %).

En Corse, les créations d'entreprises dépassent de 7 % leur niveau du 4^e trimestre 2019, une augmentation deux fois moins rapide qu'au niveau national (+ 15,3 %).

Les défaillances d'entreprises sont stables au 4^e trimestre. En cumul sur 12 mois, la Corse enregistre 144 défaillances d'entreprises fin décembre, soit un repli de 27,3 % sur l'année et de 40 % du niveau d'avant crise. Au niveau national, la tendance est identique et la stabilité trimestrielle contraste avec le repli annuel de 11,7 %.

► 5. Créations d'entreprises insulaires



Note : données trimestrielles corrigées des variations saisonnières (CVS).
Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.
Source : Insee, REE (*Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene*).

Avertissement sur les créations d'entreprises : Les créations d'entreprises sont calculées selon un dispositif rénové depuis la publication portant sur janvier 2022. Il en résulte un relèvement, en niveau, de l'historique des créations d'entreprises. Pour plus de détails, se référer à la documentation sur le sujet.

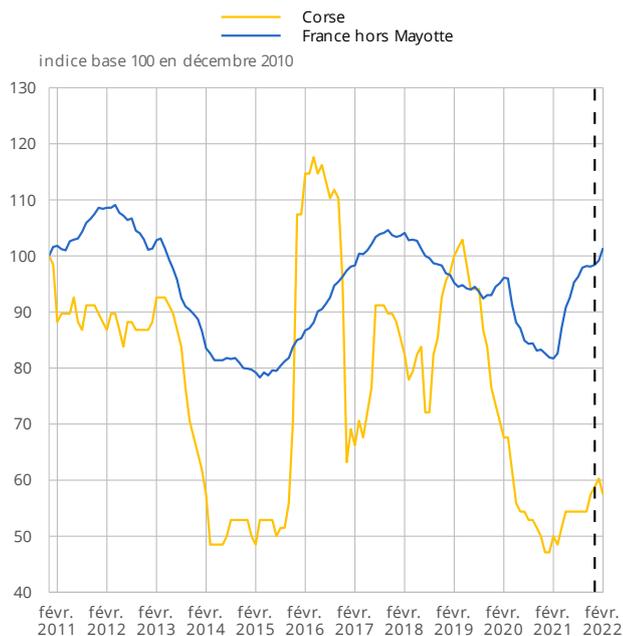
La construction de logements peine à retrouver l'élan d'avant crise

En Corse, le nombre de permis de construire délivrés reste en retrait de 20 % par rapport au 4^e trimestre 2019, contrairement à la France hors Mayotte où le niveau d'avant crise est dépassé de 4,1 %. Cependant, avec 4 000 permis validés cumulés à fin décembre, les autorisations de construire progressent au 4^e trimestre de 7,9 % par rapport au trimestre précédent ► [figure 6](#).

Les mises en chantiers peinent également à retrouver leur dynamique d'avant crise avec un repli de 23,4 %. Elles se démarquent de la tendance nationale (+ 1,5 %) où elles sont désormais plus nombreuses qu'en décembre 2019 ► [figure 7](#).

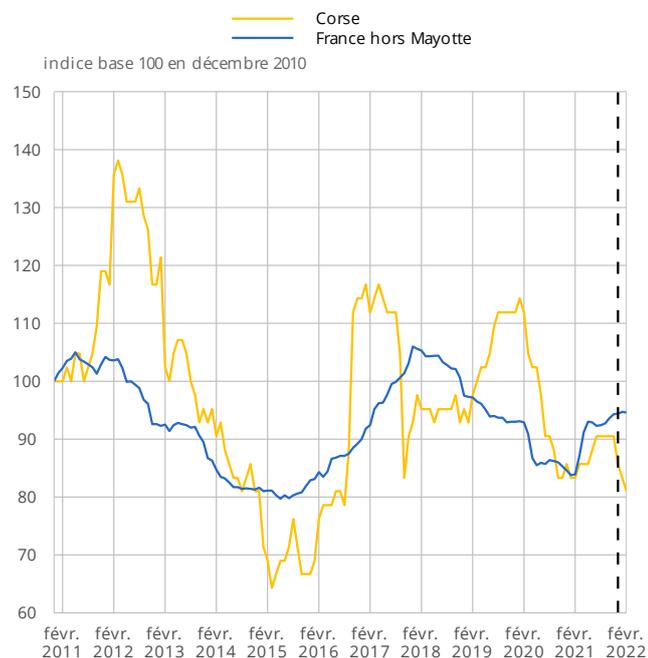
Au 4^e trimestre, le nombre de logements commencés en Corse régresse même de 4,6 % par rapport au trimestre précédent. Il s'établit à 3 600 mises en chantier en cumul annuel fin décembre.

► 6. Évolution du nombre de logements autorisés à la construction



Note : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente l'évolution du cumul des 12 derniers mois. La ligne verticale représente la fin du trimestre d'intérêt.
Source : SDES, Sit@del2.

► 7. Évolution du nombre de logements commencés



Note : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente l'évolution du cumul des 12 derniers mois. La ligne verticale représente la fin du trimestre d'intérêt.
Source : SDES, Sit@del2.

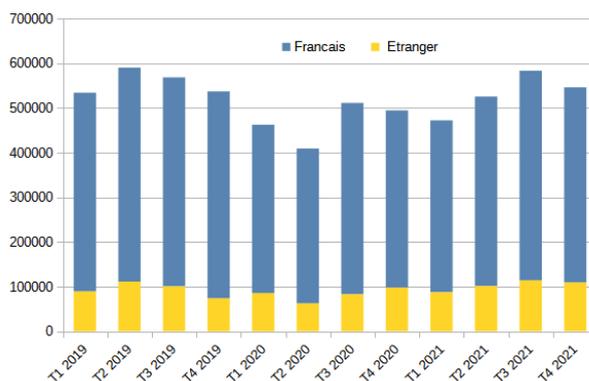
Le transport de marchandises bien orienté, en particulier dans les échanges avec l'étranger

Au 4^e trimestre 2021, le trafic total dans le transport maritime de fret s'établit à 546 199 tonnes transportées. En cumul annuel, par rapport au trimestre précédent, il augmente de 2,5 %. Les échanges progressent à la fois avec le continent (+ 2,4 %) et avec l'étranger (+ 2,5 %).

Le trafic trimestriel dépasse ainsi de 1,7 % (soit +9 000 tonnes) celui de la même période de 2019 ► [figure 8](#). Par rapport au 4^e trimestre 2019, le rebond avec l'étranger atteint + 48 %. En revanche les échanges avec la France cèdent encore ce trimestre 5,7 % à leur niveau d'avant crise. Ce retrait est plus sensible en octobre et novembre.

En décembre, le tonnage mensuel total dépasse de 23 % celui atteint en 2019.

► 8. Trafic trimestriel de marchandises de 2019 à 2021 en tonnage



Note : volume en tonnage du transport de marchandises – Échanges avec la France et avec l'étranger.

Source : Observatoire régional des transports de la Corse.

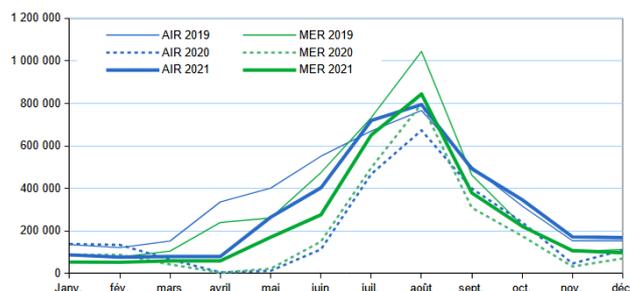
Le niveau de 2019 est dépassé dans le transport de voyageurs et dans l'hébergement insulaire

Au 4^e trimestre, le transport de passagers dépasse son niveau d'avant crise avec 4 % de voyageurs supplémentaires.

Le rebond est essentiellement porté par l'aérien qui progresse au cours du trimestre de 10 % par rapport au 4^e trimestre 2019 ► [figure 9](#). Au cours du mois d'octobre 2021, le trafic aérien de passagers augmente de 9 % par rapport à octobre 2019. En novembre et décembre, il est également supérieur respectivement de 12 % et 9 % aux volumes d'avant crise.

Le transport maritime reste en revanche légèrement en retrait (- 3 % sur le trimestre) en lien avec la poursuite des restrictions des déplacements internationaux, notamment avec l'Italie. Si en novembre, le trafic est supérieur à son niveau d'avant crise (+ 6 %), celui d'octobre et de décembre est nettement en retrait (respectivement - 2 % et - 14 %).

► 9. Évolution du trafic de passagers



Source : Observatoire régional des transports de la Corse.

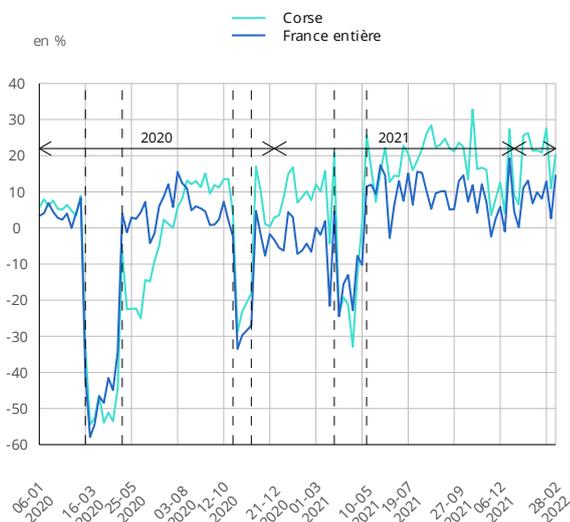
Le montant des dépenses par carte bancaire reste élevé en arrière saison

Les achats effectués par carte bancaire stimulés par la saison estivale demeurent bien orientés jusqu'en fin d'année. Les dépenses se situent à un niveau nettement supérieur à celui de 2019 au cours du 4^e trimestre. En octobre, le montant des transactions par carte bancaire dépasse jusqu'à + 33 % son niveau de 2019 ► **figure 10**.

De moindre ampleur, le différentiel de dépenses est encore supérieur de près de 16 % au cours des 3 premières semaines de novembre, par rapport aux mêmes semaines de 2019. Après un tassement courant décembre, les achats par cartes bancaires dopés par les fêtes de fin d'année progressent au-delà de 27 % au cours de la semaine de Noël.

Le surplus de dépenses par CB reste plus important en Corse qu'au niveau national au cours de l'ensemble de la période et la tendance semble même se prolonger en début d'année 2022. ► **avertissement**.

► 10. Évolution hebdomadaire des montants des transactions par carte bancaire CB par rapport à la même semaine de 2019



Note : transactions par carte bancaire CB en face-à-face qui n'incluent pas la vente à distance (internet). Les traits pointillés permettent d'identifier les périodes pendant lesquelles les commerces « non-essentiels » étaient fermés sur l'ensemble du territoire métropolitain. Le trait vertical plein indique la dernière semaine de 2020.

Champ : France.

Source : Cartes bancaires CB, calculs Insee.

Avertissement : Les données agrégées utilisées dans cette fiche proviennent de Cartes Bancaires CB et couvrent l'essentiel des transactions par cartes bancaires, à l'exception des transactions CB en vente à distance (internet). Elles sont issues d'une extraction de transactions anonymisées et agrégées à l'échelle départementale afin de respecter les exigences de confidentialité.

Au 4^e trimestre, la fréquentation touristique témoigne d'un attrait renforcé pour l'arrière-saison dans les hôtels de la région. Elle dépasse de 10,7 % celle de 2019. L'allègement des contraintes sanitaires et la douceur des températures en période de vacances de la Toussaint stimulent la présence touristique.

La fréquentation est uniquement portée par la clientèle française, plus présente en cette fin d'année qu'à la même période de 2019 (+ 17,4 %). De même, dans les Autres Hébergements Collectifs de Tourisme (AHCT), le nombre de nuitées, en hausse de 15,3 % au 4^e trimestre par rapport à 2019, traduit le rebond de la fréquentation française en arrière-saison (+ 24,3 % par rapport à 2019). ●

Déborah Caruso, Marie-Pierre Nicolai (Insee)

► Contexte international - En Europe, l'activité fragilisée fin 2021 par la dégradation de la situation sanitaire

Au quatrième trimestre 2021, l'activité économique a ralenti en Europe, et même reculé en Allemagne, en raison d'effets de rattrapage plus faibles qu'au trimestre précédent et d'une consommation des ménages fragilisée par les vagues épidémiques des variants Delta et Omicron. Par ailleurs, le PIB a rebondi dans les principales économies hors zone euro, stimulant la reprise du commerce mondial. Au premier semestre 2022, l'activité serait affectée par les conséquences de la guerre en Ukraine, en particulier via le renchérissement de l'énergie, ainsi que par des perturbations des chaînes d'approvisionnement, notamment liées à de nouveaux confinements en Chine.

► Contexte national - En France, l'activité a continué de se redresser fin 2021

Fin 2021, l'activité française a poursuivi sa reprise (+0,7 % au quatrième trimestre, soit un rebond du PIB de 7,0 % en moyenne annuelle en 2021 après sa chute de 8,0 % l'année précédente). L'empreinte sectorielle de la crise reste forte néanmoins, certains secteurs continuant de pâtir de la situation sanitaire (hébergement-restauration par exemple) ou bien des problèmes d'approvisionnement (industrie automobile). La consommation des ménages a continué de progresser (+0,5 %), notamment dans les services de transports et les services aux ménages, et ce malgré la hausse de l'inflation et l'émergence du variant Omicron en fin d'année. Au premier trimestre 2022 cependant, l'activité aurait ralenti, du fait de la dégradation de la situation sanitaire en janvier puis du déclenchement de la guerre en Ukraine fin février.

► Pour en savoir plus

- La croissance et l'inflation à l'épreuve des incertitudes géopolitiques, *Note de conjoncture*, mars 2022
- Tableau de bord de conjoncture Corse
- Acoss-Urssaf, publications de la région Corse

